

**Bernier, Bernard (1988) *Capitalisme, société et culture au Japon*. Montréal/Cergy-Pontoise, Presses de l'Université de Montréal/Publications orientalistes de France, 456 p.**

Augustin Berque

Volume 34, numéro 91, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022100ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022100ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Berque, A. (1990). Compte rendu de [Bernier, Bernard (1988) *Capitalisme, société et culture au Japon*. Montréal/Cergy-Pontoise, Presses de l'Université de Montréal/Publications orientalistes de France, 456 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 34(91), 124–125. <https://doi.org/10.7202/022100ar>



BERNIER, Bernard (1988) *Capitalisme, société et culture au Japon*. Montréal/Cergy-Pontoise, Presses de l'Université de Montréal/Publications orientalistes de France, 456 p.

Premier volet d'un vaste tableau du développement historique du capitalisme japonais, avec de fortes réminiscences braudéliennes quoique Bernier prenne position pour Weber et Marx, contre Braudel, en faisant de l'industrie « en tant que système de relations sociales dont l'objet principal est l'accumulation » (p. 13) le pivot de sa définition du capitalisme. Celle-ci tient en cinq points :

« 1) le marché y joue le rôle de moyen primordial de distribution et d'échange des produits, se généralisant à toute espèce de marchandises ; 2) la production industrielle y devient la forme principale de production, non pas tant parce qu'elle compte pour la majeure partie de la fabrication des produits, ce qui est le cas du capitalisme avancé, mais parce que toute la structure productive est tournée vers la promotion de l'industrie ; 3) le développement des moyens d'échange et des structures financières mène à la création d'un véritable système bancaire ; 4) il existe un groupe, une classe ou un ensemble de classes, dont la tâche est de s'occuper à plein temps des activités économiques (production, distribution, finances) ; 5) la production est faite par une classe particulière, elle-même divisée en couches : la classe ouvrière » (p. 409).

Prenons telle quelle cette définition. Dans cette optique, Bernier juge que le Japon de 1919 (date à laquelle s'arrête ce premier volume) peut être pleinement qualifié de capitaliste, alors qu'il ne l'était encore que très partiellement à la fin du *shōgunat*. La chose a été amplement discutée, et Bernier rend compte de ces discussions, lesquelles ont d'ailleurs tourné plutôt autour de la notion de modernité, et de celle de féodalité, que de celle de capitalisme. À cet égard, les quelque cinq décennies qui vont de la restauration de Meiji (1868) au lendemain de la Première Guerre mondiale sont cruciales ; de fait, elles occupent la moitié de l'ouvrage. Néanmoins, Bernier remontant systématiquement aux origines pour chacun des cinq points de sa définition du capitalisme, le Japon dit féodal (des origines à 1868, en une seule partie) en occupe toute la première moitié.

On s'étonnera sans doute que cet ouvrage d'un anthropologue apparaisse, en conséquence, comme une histoire socio-économique du Japon. Pourtant, en ce qu'il part d'un problème actuel — qualifier le capitalisme nippon —, le point de vue de Bernier est bien d'un anthropologue ; mais d'un anthropologue avant tout soucieux de la temporalité des structures sociales. La notion problématique de continuité/discontinuité est en effet sous-jacente à l'ensemble des interrogations de l'ouvrage, et c'est elle qui guide l'important chapitre de synthèse et conclusions qui le clôt (saluons au passage les qualités de méthode de Bernier : style, plan, index, glossaires, tableaux, cartes et bibliographie rendent ce gros livre éminemment clair et maniable). S'agissant du Japon, ce point de vue semble effectivement fort pertinent ; car l'étude de ce pays — les nombreuses

discussions de références en témoignent — mène facilement à tomber soit dans un culturalisme survalorisant mythologiquement les continuités, soit dans un « rupturalisme » survalorisant, tout aussi mythologiquement, l'impact de la civilisation occidentale.

Bernier quant à lui montre qu'avec Meiji, il y a eu « révolution dans la continuité » (p. 408). C'est en effet la classe dirigeante des anciens guerriers qui a conduit le changement : « un groupe restreint de féodaux réussit à éliminer les derniers vestiges du cadre juridique et politique du féodalisme et orienter le Japon dans la voie du capitalisme. Ce n'est pas là le moindre paradoxe de Meiji » (p. 399). Il y a là d'essentielles différences avec les pays, comme l'Angleterre et la France, où le changement a été déterminé et même conduit par la bourgeoisie, et en revanche de nombreuses analogies avec l'Allemagne (à ce sujet, l'apport de Ronald Dore à la mise en évidence du rôle croissant de l'État chez les *late-comers* du développement n'est peut-être pas suffisamment reconnu).

Le principal intérêt de l'ouvrage est certainement l'ampleur de vues et la finesse avec lesquelles il montre l'interrelation et les effets en retour entre les divers modes d'organisation de la société — des structures agraires aux idéologies —, la manière dont l'institutionnalisation d'un code est grosse à la fois des manques et des contradictions qui nécessiteront le changement mais aussi des structures sur lesquelles l'élite s'appuiera pour réaliser ce changement, lequel à son tour suppose la réinterprétation de ces structures. Le confucianisme, par exemple, a fourni l'éthique sur laquelle s'était appuyée la féodalité des Tokugawa, mais aussi bien — par ses vertus cohésives et hiérarchisantes — celle qui a permis aux dirigeants de Meiji d'engager autoritairement la société sur la voie du capitalisme et de la destruction de l'ordre féodal ; cela toutefois grâce à un décisif rééquilibrage de la doctrine confucianiste autour de l'idéologie impériale du *kobutai* (« essence de la nation japonaise », p. 442) ; biaisement fort étranger à la tradition, mais dont l'école publique obligatoire et l'armée nationale, nouvellement instituées, se chargeront de faire une orthodoxie et de la diffuser. On est ici loin du simplisme des thèses d'un Morishima, qui font du confucianisme un passe-partout finalement sans guère de valeur explicative. De même, Bernier montre fort bien la dialectique entre l'influence occidentale et le fonds japonais. Par exemple, si la classe dirigeante s'est si efficacement mobilisée pour le changement, c'est qu'elle a bien perçu — contrairement à ce qui s'est passé en Chine ou en Inde — le danger potentiel venu de l'extérieur ; mais si elle a perçu ce danger, c'est non moins pour des raisons propres à la tradition nipponne (expliquant notamment une curiosité pour l'étranger absente chez les lettrés chinois), que parce que la pression occidentale a laissé au Japon un répit par rapport à l'Inde et à la Chine, donc des exemples à méditer (qu'au contraire les élites coréennes ne méditeront pas).

Modèle de méthode et somme de connaissances que ce livre, dont la lecture s'impose désormais à tout francophone abordant l'étude de la société et de l'économie japonaises. Certes, les orientations de Bernier sont claires et le feront probablement taxer de matérialisme ; elles le mènent par exemple à écarter trop rapidement des thèses valorisant l'idéal, comme celles de Louis Dumont (p. 8). Mais après tout, les effets matériels, d'envergure planétaire, du développement du capitalisme nippon, justifiaient bien que l'on s'attachât — prenant le taureau par les cornes — à en saisir les origines et les mécanismes propres ; car c'est bien là un rééquilibrage de civilisations, et pas seulement l'affirmation d'une culture, qui s'est mis en marche.

Augustin BERQUE

*École des hautes études en sciences sociales*  
Paris

## CARTOGRAPHIE

*Photomécanique* : Manon GRENIER et Serge DUCHESNEAU